



Université Alassane OUATTARA
UFR Communication, Milieu et Société
Département de Géographie

COLLOQUE INTERNATIONAL

**Le Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio Environnementales (LAVSE)
et
L'Unité de Recherche pour le Développement (URED)**

Organisent le 1^{er} Colloque scientifique sur le thème :

Regards croisés sur les territoires en crise et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne



Campus 2, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire) du 12 au 14 octobre 2021

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le territoire, espace contrôlé-borné désigne dans un contexte d'espace connoté technocratique, un espace dont l'enracinement historique et l'identité créent une spécificité qui peut constituer une ressource pour le développement local (Bailly, 2014, p. 54). Agencement de ressources matérielles et symboliques capable de structurer les conditions d'existence d'une collectivité, le territoire est dans cette perspective une ressource dynamique (Raffestin, 1986, p.181). La dynamique des territoires repose sur des événements qui se caractérisent par des circonstances imprévisibles, des moments de perturbation et d'incertitude qui peuvent agir comme un révélateur d'éléments latents dans la vie quotidienne des collectivités (Morin, 1994, p.82). Ces événements à caractère de facteurs de bouleversement non souhaité s'identifient à la crise perçue comme une ambiguïté déstabilisatrice, à fort climat d'incertitude qui peut créer des problèmes pour la mise en œuvre des actions au sein de la collectivité (Niamien et al., 2017, p. 48). Les territoires de la crise sont ceux qui sont affectés par elle, qui en porte les stigmates comme les espaces ruraux touchés par l'enclavement fonctionnel. Dans cette mesure, la réflexion commande la délimitation des champs de crises évoquées (Gnamien, 2014, p. 38). Il s'agit des crises économiques et financières, des crises sanitaires et des crises de gouvernances avec un point d'honneur accordé aux crises alimentaires et agricoles.

La région d'Afrique subsaharienne reste l'un des foyers de crises en Afrique depuis plus de deux décennies. Ces crises politico-militaires ont affecté diversement l'équilibre économique et social des populations, mais également l'environnement à travers la dégradation des aires protégées. L'économie des pays d'Afrique subsaharienne reste basée sur l'agriculture. Cependant, l'agriculture africaine se présente comme la plus vulnérable au monde en raison de sa forte dépendance aux variabilités climatiques et de la faible capacité d'adaptation des producteurs à ces changements. Plus de 95% de l'agriculture africaine est de type pluvial et les projections de la baisse de la production agricole due aux variabilités climatiques sont de l'ordre de 10 à 50%. Aux contraintes climatiques de développement de l'agriculture se greffent les pesanteurs techniques. Elles font référence à la faible taille des superficies liées au fait que l'outillage utilisé fait essentiellement appel à l'énergie humaine. La pratique de la polyculture vivrière et de la culture itinérante sur brûlis appauvrit rapidement le sol et l'irrigation est peu maîtrisée des paysans. L'un des impacts les plus importants qui découlent du malaise de l'agriculture subsaharienne est l'insécurité alimentaire. Sa prévalence de plus en plus importante dans les espaces ruraux fait plancher les réflexions vers une action : la sécurisation alimentaire qui suppose, pour sa part, plutôt « la création des conditions de pérennisation d'une situation donnée ou à atteindre » et porte une « attention aux processus structurants et au fonctionnement global du système alimentaire » (Janin, 2018, p. 17). Par conséquent, la sécurisation s'intéresse davantage à ce qui permet de « faire face » pour construire une action positive et durable (Hubert, 2006, p. 15). La notion de sécurisation englobe également les "pratiques spontanées" des populations, ainsi que l'analyse de l'articulation entre les projets locaux et les pratiques alimentaires.

Le présent colloque se propose alors de faire une capitalisation des résultats de recherche sur la dynamique des territoires d'une part, et d'autre part, sur la dynamique des systèmes de production en lien avec la question de la sécurité alimentaire.

2. AXES D'INTERVENTIONS DU COLLOQUE

Quatre (04) thématiques ont été définies pour structurer les réflexions au cours du colloque.

Axe 1 : Agriculture, Résilience climatique et sécurité alimentaire

En Afrique Subsaharienne, l'exacerbation des conflits et la variabilité du climat sont étroitement liées aux échecs de la lutte contre la faim (FAO, 2016, p. 94). Ils sont des facteurs clés de la récente progression de la faim dans le monde, ainsi que des crises alimentaires graves et de leurs impacts sur la nutrition et la santé. La faim est beaucoup plus présente dans les pays dont le système agricole est très sensible aux précipitations, à la température et aux sécheresses graves, et dont une part importante de la population tire ses revenus de l'agriculture (FAO, 2018, p. 19) ; et l'Afrique subsaharienne n'est pas en marge de ce constat. Toutefois, il est donné de constater que les agriculteurs en fonction des difficultés de production dans les territoires agricoles en crises arrivent à concevoir des mécanismes d'adaptation et/ou de résilience. Alors, quelles sont les mutations des systèmes agricoles qui ont cours pour améliorer la sécurité alimentaire des populations en Afrique Subsaharienne ? Comment les difficultés de productivité agricole affectent la sécurité alimentaire des ménages ? Comment l'agriculture s'adapte-t-elle à la variabilité climatique ? Quelles sont les nouvelles formes de résiliences climatiques adoptées par les agriculteurs ? Quelles innovations pour quelles agricultures ? Quels moyens de production ? Dans quels contextes ? Que penser de l'essor de l'agriculture urbaine et périurbaine dans le contexte de la sécurité alimentaire ?

Axe 2 : Service de vulgarisation et financement agricole

Depuis 50 ans, l'approche de la vulgarisation et de la recherche agricole a considérablement évolué dans les pays en développement et ce processus est loin d'être terminé (Norton, 2006, p. 188). Les systèmes de recherche et de vulgarisation agricoles sont de plus en plus sous pression pour répondre à un besoin de réadaptation perpétuelle des agricultures en Afrique de l'Ouest : introduction de nouvelles variétés, recours à d'autres intrants externes, adaptation des conseils agricoles à la modification du climat, etc. De nos jours, les systèmes de recherches souffrent d'un amenuisement de financement tandis que les systèmes de vulgarisation manquent de personnels qualifiés. Plusieurs recherches tentent à démontrer que la vulgarisation émanant des institutions non gouvernementales (organisations paysannes, consultants spécialisés, ONG) serait une voie susceptible de bonifier les activités agricoles en Afrique subsaharienne.

Par ailleurs, la plupart des banques agricoles d'État en Afrique Subsaharienne ont dû cesser leur activité. Depuis, la politique agricole éprouve des difficultés à financer de manière rationnelle l'agriculture. Aujourd'hui, les institutions de micro-financement sont appelées à la rescousse des territoires agricole en crise. Cependant, les actions de ceux-ci se limitent majoritairement dans l'espace urbain et périurbain, faute de système bancable adéquat en milieu rural. Alors :

Pourquoi les services de vulgarisations et de recherche sont-ils importants pour le développement de l'agriculture ? Est-ce que les orientations de la recherche et de la vulgarisation tiennent-elles suffisamment compte des besoins des paysans ? Comment orienter donc ses actions pour qu'elles soient en phase avec le développement agricole ? Par ailleurs, la recherche agricole s'adapte-t-elle aux

demandes du marché de l'emploi agricole ? La communication dans la restitution des résultats s'adapte-t-elle au langage des paysans ? Quel rôle pourrait jouer les ONG et les organisations paysannes dans la vulgarisation des résultats de la recherche ? Quelles formes de crédit agricole pour les populations rurales ? Comment envisager différemment le financement agricole pour une meilleure efficacité ? Quel rôle des TIC comme outils de vulgarisation et de bancarisation en milieu rural ?

Axe 3 : Territoires agricoles, protection sociale et enjeux sanitaires

La plupart des populations dans les zones rurales sont confrontées à des conditions de travail particulièrement laborieuses et risquées, associées à un manque de protection sociale. L'état de santé des travailleurs agricoles dépend du niveau général des services de santé publique de proximité mais aussi de la qualité de l'approvisionnement en eau et en aliment de qualité. De nos jours, en dépit des efforts des États en Afrique Subsaharienne, la question de la santé des populations rurales se pose avec acuité. L'usage intensif de machines agricoles (tracteurs, moissonneuses, outils tranchants et perçants, etc.) et de produits chimiques (pesticides fertilisants, antibiotiques, etc.) et autres substances cancérigènes (les herbicides phénoxyacétiques, rayonnements UV, etc.) a accru les risques d'accidents de travail et professionnel dans l'agriculture, faisant de ce métier l'un des plus dangereux au monde selon l'Organisation Internationale du Travail (BIT, 2000). A ces différentes menaces, s'ajoutent également des maladies parasitaires (bilharziose et la distomatose hépatique), des maladies transmissibles par contact avec les animaux dangereux et venimeux (insectes, araignées, scorpions, serpents) et des maladies liées au contact permanent des agriculteurs avec l'eau dans le cadre des aménagements hydro-agricoles. Dès lors, les services de santé en milieu rural sont-ils accessibles aux travailleurs agricoles ? Quels sont impacts de l'utilisation excessive des pesticides sur la santé des populations ? Quelles correspondances peut-on établir entre les techniques, les méthodes agricoles et la recrudescence des pathologies chez les populations rurales ? Comment les conditions d'accès à l'eau potable influencent-elles la santé des populations ? Quelles sont les stratégies d'adaptations des populations devant les difficultés d'accès aux services de santé ?

Axe 4 : Gouvernance territoriale et gestion foncière

Depuis des décennies, les politiques visant la promotion du secteur agricole en Afrique Subsaharienne n'ont pas eu le succès escompté bien que la plupart des économies soient basées sur l'agriculture. Les agriculteurs sont restés pauvres et les milieux ruraux souffrent toujours d'une insuffisance d'infrastructure de base. Et même, la décentralisation qui devait être accompagnée d'une décentralisation des services agricoles tarde à impulser un développement rural. Par ailleurs, depuis les indépendances, les politiques foncières devant régir l'accès à la terre pour l'agriculture ne sont pas appliquées et respectées dans de nombreux pays en Afrique Subsaharienne malgré le fait que l'accès à la terre est le déterminant le plus fondamental des possibilités de revenu dans les zones rurales des pays en développement et en transition. Sans une définition claire des droits d'accès à la terre, ou régime foncier, la production est plus difficile à mener et l'exploitant hésite à investir à long terme dans les améliorations de productivité. Dès lors, quels sont les rôles de l'État, des collectivités décentralisées, du secteur privé et de la société civile dans la mise en valeur de l'agriculture en tant qu'instrument de développement ? Comment la prise de décision et la mise en œuvre des politiques agricoles peuvent-elles être améliorées et améliorer les conditions de vie des agriculteurs ? Quel type de droit d'utilisation des terres - collectif, coopératif ou

individuel convient le mieux ? Comment promouvoir les droits des femmes à la terre ? Quel peut être le rôle des projets agricoles dans le développement rural ? Compte tenu de la raréfaction des terres arables sur tous les continents, quelles mesures de politique peuvent inciter à intensifier l'utilisation des terres cultivables existantes ?

3. PUBLIC CIBLE

Le colloque s'adresse aux groupes cibles suivants :

- Experts, Chercheurs et Enseignants-chercheurs communauté scientifique et technique ;
- Étudiants ;
- Organismes internationaux ;
- Acteurs d'ONG ou de Bureaux d'études ;
- Opérateurs économiques et institutions de finance ;
- Services techniques des institutions publiques et privées ;
- Collectivités territoriales et décideurs dans les domaines du développement rural ;
- Etc.

4. INSTRUCTIONS POUR LA SOUMISSION DE COMMUNICATIONS

Les communications en Français ou en Anglais seront soumises sous la forme de communication orale ou de Poster. Les propositions de communication devront répondre aux indications suivantes :

- Titre de la communication ;
- Nom et prénoms de ou des auteurs ;
- Institution de rattachement ;
- Adresse e-mail du correspondant principal ;
- Axe d'inscription de la communication ;
- Résumé de la proposition, 500 mots au plus, qui mentionnera la problématique, les données sur lesquelles se fonde l'analyse, les approches méthodologiques et les résultats.

Les résumés des propositions de communication devront être envoyés au format Word à l'adresse suivante : colloquelavse.ured@gmail.com

5. CALENDRIER ET FRAIS DE PARTICIPATION

Le calendrier se présente comme suit :

- 31/01/2021 : Date butoir de réception des résumés ;
- 15/03/2021 : Avis du comité scientifique sur l'acceptation des résumés ;
- 30/06/2021 : Réception des textes complets des propositions de communication ;
- 31/08/2021 : Retour d'instruction des propositions de texte ;
- 12/10/2021 : Colloque.

Les frais de participation au colloque se répartissent comme suit :

Statut	Montant
Étudiants	20 000 F CFA
Enseignants-chercheur, Chercheurs	50 000 F CFA
Autres participants	60 000 F CFA

Les frais d'inscription comprennent la participation au colloque, l'accès aux conférences, le kit du participant, les actes du colloque, les pauses café et le déjeuner. Le paiement se fera sur place avant le début du colloque.

6. ORGANISATION DU COLLOQUE

- **Comité de pilotage**

Nom et Prénoms	Qualité /Institution	Pays
Pr. POAME Lazare Marcellin	Président de l'Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Pr. KODO Michel	Vice-Président chargé de la pédagogie, de la recherche et de l'innovation technique à l'Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Pr. OUATTARA Azoumana	Doyen de l'UFR Communication, Milieu et Société à l'Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Pr. DJAKO Arsène	Vice-Doyen chargé de la recherche à l'UFR Communication, Milieu et Société, Directeur du Département de Géographie à l'Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Pr. ASSI-KAUDJHIS Joseph P.	Directeur scientifique du Département de Géographie à l'Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire

▪ **Comité scientifique**

Nom et Prénoms	Institution	Pays
Pr. POAME Lazare Marcellin	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Pr. AZOUMANA Ouattara	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Pr. DJAKO Arsène	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Pr. Joseph P. ASSI-KAUDJHIS	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Pr. KOFFI Brou Émile	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Pr. BECHI Grah Félix	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Pr. BAH Henri	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Pr. ALOKO-N'Guessan Jérôme	Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY	Côte d'Ivoire
Pr. ANOH Kouassi Paul	Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY	Côte d'Ivoire
Pr. KOFFIE-BIKPO Céline	Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY	Côte d'Ivoire
Pr. SOKEMAWU Koudzo	Université de Lomé	Togo
Pr. Odile DOSSOU GUEDEGBE	Université Abomey-Calavi	Benin
Pr. HETCHELLI Follygan	Université de Lomé	Togo
Dr. Mc. TCHAA Boupkessi	Université de Lomé	Togo
Dr. OSWALD Marc	ISTOM	France
Dr. Mc. BARIMA Yao Sadaïou Sabas	Université Jean LOROUGNON GUÉDÉ	Côte d'Ivoire
Pr. BLE Mélécony Célestin	Centre de Recherche Océanographique	Côte d'Ivoire
Dr. Mc. MOUSSA Gibigaye	Université Abomey-Calavi	Benin
Dr. Mc. ASSI-KAUDJHIS Narcisse B.	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. Mc. MOUSSA Diakité	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. Mc. VEI KPAN Noël	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. Mc. LOUKOU A. François	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. Mc. KOUASSI Konan	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. Mc. KOFFI Yao Jean Julius	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. Mc. ASSA Rebecca Rachel A. Epse YAO	Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY	Côte d'Ivoire
Dr. Mc. DANHO Neuba	Université Nangui ABROGOUA	Côte d'Ivoire
Dr. Mc. VIGNINOUS Toussaint	Université Abomey-Calavi	Benin
Dr. Mc. YABI Ibouraima	Université Abomey-Calavi	Benin
Dr. Mc. ABOUDOU Ramanou Y. M. A.	Université de Parakou	Benin
Dr. Mc. FANGNON Bernard	Université Abomey-Calavi	Benin
Dr. Mc. ASSOGBA Guézéré	Université de Kara	Togo
Dr. Mc. KADOUZA Padabô	Université de Kara	Togo
Pr. SAMBA Diallo	Université des Sciences Sociales de Bamako	Mali
Dr. KOUAME Yao Séverin	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire

▪ **Comité d'organisation**

Nom et Prénom	Institution	Pays
Dr. Mc. KOUASSI Konan	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. Mc. KOFFI Yao Jean Julius	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. KOUAME Paul Éric	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. ASSUE Yao Jean Aimé	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. ASSEMIAN Assié Émile	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. SOUMAHORO Manlé	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. DJAH Armand Josué	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. TRA Bi Zambélé Armand	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
M. N'GUESSAN Alexis	Bureau de Vente des Producteur	Côte d'Ivoire
Dr. N'GUESSAN Kakou François	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. N'DRI Akanza Konan Ricky	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. N'GUESSAN Kouassi Guillaume	Université Jean LOROUGNON GUÉDÉ	Côte d'Ivoire
Dr. TOURE Adama	Université Péléforo GON COULIBALY	Côte d'Ivoire
Dr. YEBOUE Thiéry Saint Urbain	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. YOMAN N'Goh Mickael	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. KOFFI Guy Roger Yoboué	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. ZADY Zogbo Édouard	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. GOLLY Anne Rose N'Dry	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. BOUHOUSSOU N'Guessan Séraphin	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. AYEMOU Anvo Pierre	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. KONAN Aya Suzanne	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. KRAMO Yao Valère	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. DOSSO Yaya	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. NIAMIEN Kadjo Henri Joel	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. KOUAKOU Kouassi Apollinaire	Université Jean LOROUGNON GUEDE	Côte d'Ivoire
Dr. YAO N'Zué Pauline	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. BRISSY Olga Adeline	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr. GUEDE One Enoc	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr ASSI Kopéh Jean Louis	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire
Dr YEO Nogbodji Jean	Université Alassane OUATTARA	Côte d'Ivoire

7. CONTACTS

Pour tous autres renseignements, veuillez contacter le secrétariat.

- Email : colloquelavse.ured@gmail.com

- Téléphone : (00 225) 03 38 00 72 / (00 225) 49 47 47 57

8. PARTENAIRES TECHNIQUES ET DE RECHERCHES



PTRC_ SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ET NUTRITIONNELLE (PTR SAN)



BIBLIOGRAPHIE

- ALPHA Gado, 2010, *Crises alimentaires en Afrique sahélienne : Les réponses paysannes*, Les Editions du Flamboyant, Cotonou-Benin, 209 p.
- ASSI KAUDJHIS Joseph P., 2011, Reconversion des bas-fonds et mutations agro-économiques et sociales in « *Annales de l'Université Lomé* », XXXI-Juin, pp. 111-125.
- ASSI KAUDJHIS Joseph P., 2011, Sécurité alimentaire à travers la valorisation des bas-fonds : un enjeu majeur pour les paysans du centre-ouest de la Côte d'Ivoire in *les lignes de Bouaké-la-neuve*, n° 2, Bouaké, pp. 24-43.
- BAILLY Antoine, 1985, *Distances et espaces : vingt ans de géographie des représentations*, L'espace géographique, pp.197-205.
- BAILLY Antoine, BEGUIN Hubert, SCARIATI Renato, 2016, *Introduction à la géographie humaine*, 9ème éd., Collection U, Armand Colin, Paris, 240 p.
- BAILLY Antoine, 2014, *Géographie du bien-être*, Economica, Paris 160 p.
- BANZIO Dagobert., 2003, *Comprendre et opérer dans les filières café et cacao en dix modules*, Éditions Éburnie, Abidjan, 149 p.
- Bureau International du Travail, 2000, *Sécurité et santé dans l'agriculture*, Genève (Suisse), 24 p.
- CHALEARD Jean-Louis, 1996, *Temps des villes, temps des vivres : L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Karthala, collection "Hommes et Sociétés", Paris, 661 p.

- FAO, 2016, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2016 : Contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition de tous*, Rome, 224 p.
- FAO, 2018, *L'état de renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, Rome, 218 p.
- GNAMIEN Yao, 2014, *L'Industrie minière face aux évolutions sociétales : quels impacts des attentes des populations et des collectivités locales sur le développement des projets miniers ?*, Thèse de Doctorat, École nationale supérieure des mines de Paris, 192 p.
- HUBERT Bernard, 2006, *Introduction Sécuriser l'alimentation de la planète*, in Hubert B, Clément O (éds.), 2006, *Le monde peut-il nourrir tout le monde ? Sécuriser l'alimentation de la planète*, IRD-Éditions Quae, p.17-18.
- IBRAHIM Barreh Adaweh, 2008, *Organisation de l'offre de soins d'une région sanitaire*, Mémoire de Maîtrise, Institut National d'Administration Sanitaire, Djibouti, 89 p.
- JANIN Pierre, 2006, *L'ambivalence du marché dans la sécurisation alimentaire en milieu rural soudano-sahélien*, « Afrique Contemporaine, Dossier : Agricultures familiales en Afrique subsaharienne », vol 217, pp. 91-105.
- JANIN Pierre, 2009, *La complexité du risque d'insécurité alimentaire en milieu sahélien*, in « Annales de géographie », vol 4 n° 668, Armand Colin, pp. 430-448
- JANIN Pierre, 2018, *Penser et agir contre la faim : entre crise et sécurisation*, Habilitation à diriger des recherches, HAL Id: ird-01742203, 21 p.
- KAMGNIA Dia, 2006, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*, PNUD, Yaoundé. 161 p.
- KANOHIN Fulvie., SALEY Mahaman Bachir, SAVANÉ Issiaka, 2009, *Impacts de la Variabilité Climatique Sur Les Ressources en Eau et Les Activités Humaines en Zones Tropicale Humide : Cas de la Région de Daoukro en Côte d'Ivoire* in « *European Journal of Scientific Research* », vol 26, n°2, pp. 209-222
- BAUDOIN Koko Kouadio, 2013, *Le rôle des Industries Agroalimentaires dans la croissance agricole : Cas de la Côte d'Ivoire*, Thèse de Doctorat en Sciences Economiques, Université IBN ZOHR, 288p.
- MORIN Edgar, 1994, *Sociologie*, 2e éd., Paris, Librairie Arthème Fayard, p.82.
- NIAMIEN Kadjo, KOFFI Guy, NIAMIEN Timothé., ASSI-KAUDJHIS Joseph P., OSWALD Marc, 2017, *Projets piscicoles et dynamique des pratiques paysannes dans le quart sud-ouest ivoirien*, RIGES, pp. 153-167.
- NORTON Roger, 2006, *Politiques de développement agricole : Concepts et expériences*, Food et Agriculture Org., 650p.
- Organisation Internationale du Travail (OIT), 2013, *Le développement rural par le travail décent*, Edition OIT, 4p.
- RAFFESTIN Claude, 1986, *Ecogenèse territoriale et territorialité*, Paris Fayard et Fondation Diderot, pp. 175-185.
- SOKEMAWU Koudzo, 2015, *Le développement de la filière anacarde dans la préfecture de tchamba au Togo : vers une nouvelle stratégie paysanne de diversification des revenus agricoles* in « *Revue de Géographie de l'Université de Ouagadougou* », Vol. 2, N° 04, pp. 21-42